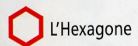


III - LA FRANCE : UNE PUISSANCE MARITIME

cours croquis 3

1 – Le domaine maritime français

LES TERRITOIRES DE LA FRANCE

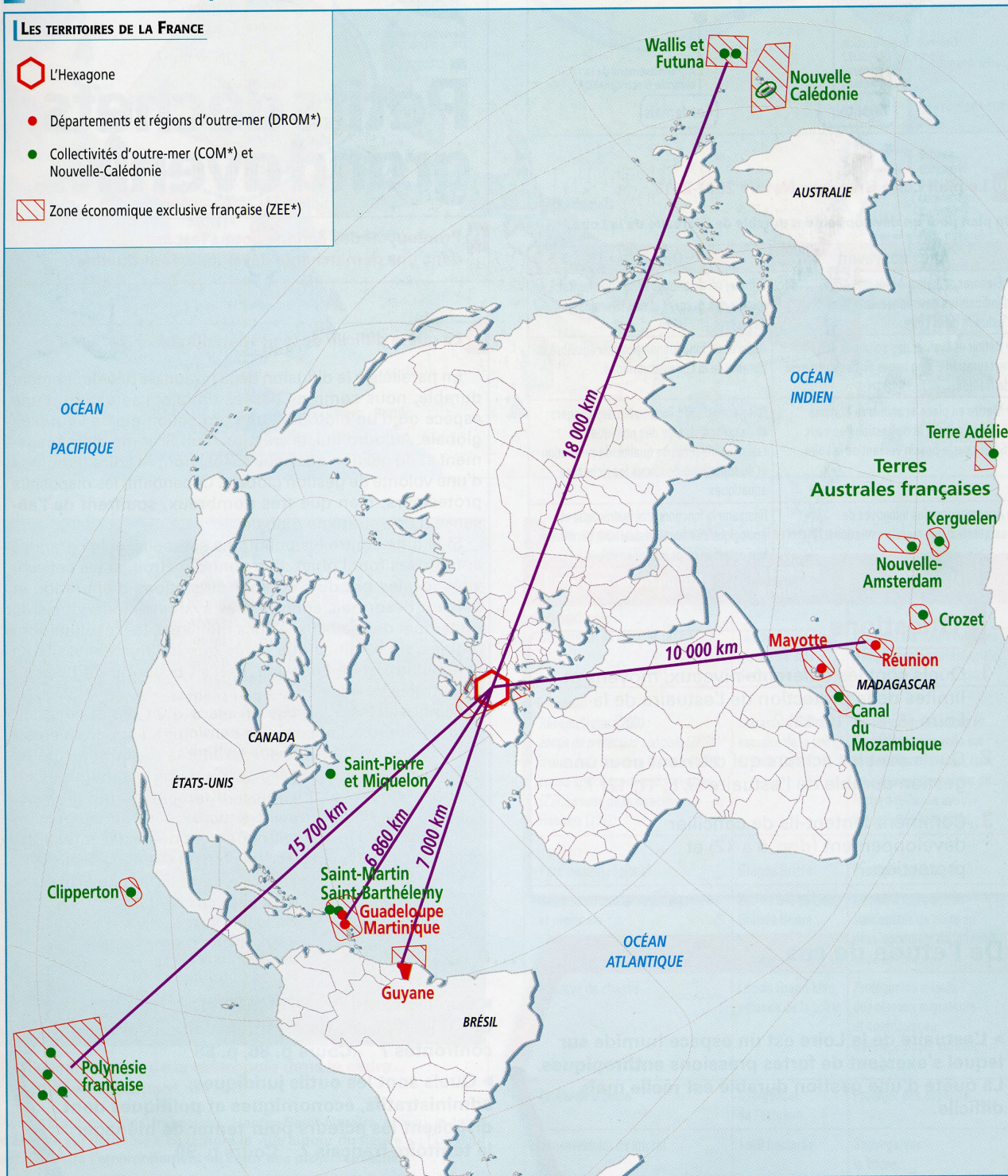


L'Hexagone

• Départements et régions d'outre-mer (DROM*)

• Collectivités d'outre-mer (COM*) et Nouvelle-Calédonie

▨ Zone économique exclusive française (ZEE*)

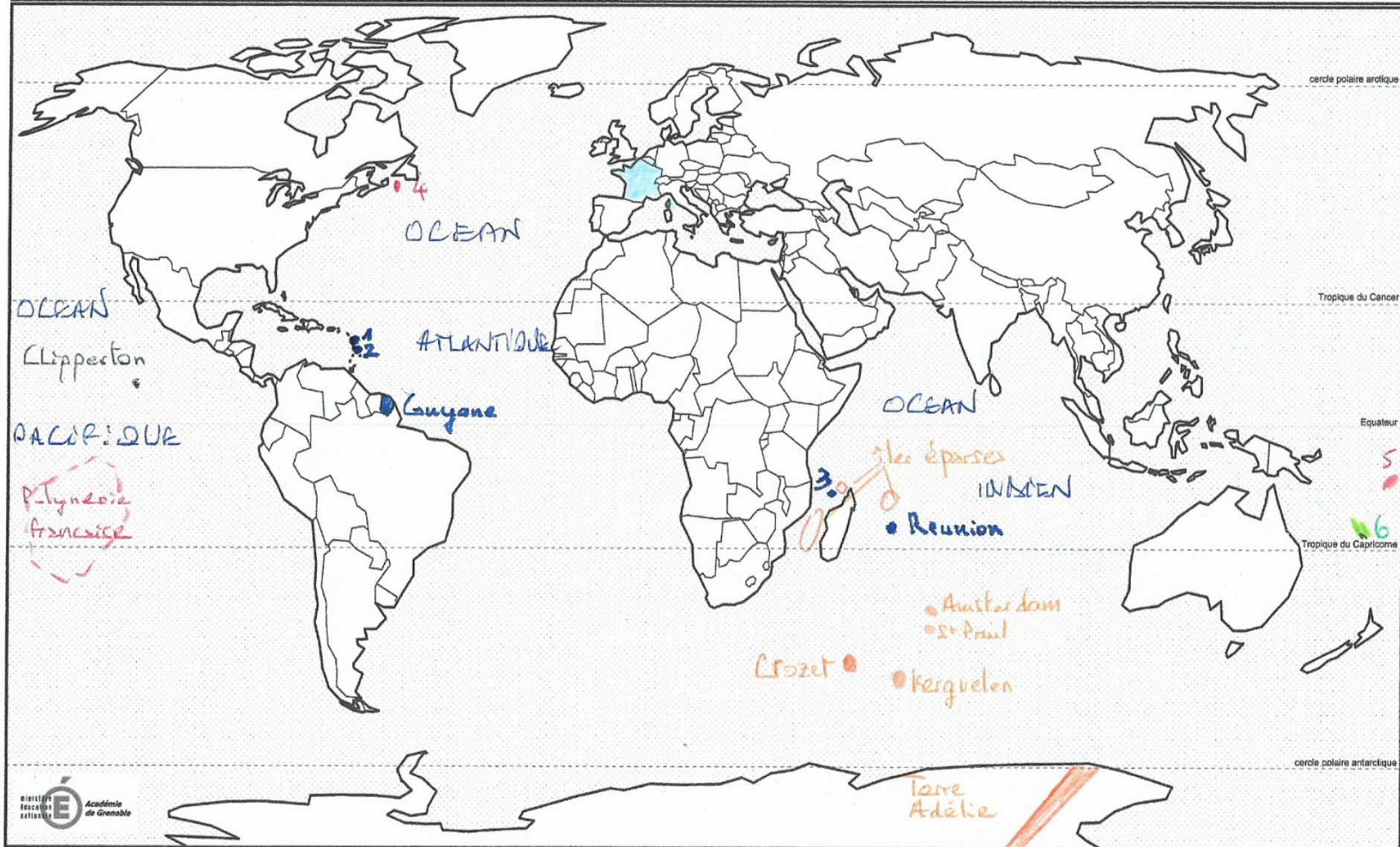


| Appellation | Territoires | Caractéristiques |
|---|--|---|
| DROM Départements et Régions d'Outre Mer | Guadeloupe, Martinique, Guyane, Mayotte, Réunion | Lois de la République – département et région / RUP (Région Ultra Périphérique) de l'UE |
| COM Communautés d'Outre Mer (anciens TOM) | Polynésie , Wallis et Futuna, St Pierre et Miquelon | Statuts variés, assemblée délibérante, pouvoir exécutif local / associé à l'UE mais n'en faisant pas partie |
| TAAF Terres Australes et Antarctiques Françaises | Île St Paul, île Amsterdam, îles <u>Crozet</u> , îles Kerguelen, Terre Adélie, îles <u>Eparses</u> (= <u>Bassas de India</u> , <u>Europa</u> , îles Glorieuses, Juan de Nova, <u>Tromelin</u>) | Communautés territoriales sans catégorie particulière / associé à l'UE mais n'en faisant pas partie |
| Domaines public de <u>l'Etat</u> | <u>Clipperton</u> | Ministère de l'Outre Mer/ sans rapport avec l'UE |
| POM Pays d'Outre Mer | Nouvelle-Calédonie | Autonomie avancée : Assemblées provinciales, Congrès territorial / associé à l'UE mais n'en faisant pas partie |

=> croquis – planisphère eurocentré

© cartogaby 06/23

Titre : Les Territoires ultramarins de la France



- 1- Guadeloupe
- 2- Martinique
- 3- Mayotte

- 4- St Pierre et Miquelon
- 5- Wallis et Futuna

- 6- Nouvelle Calédonie

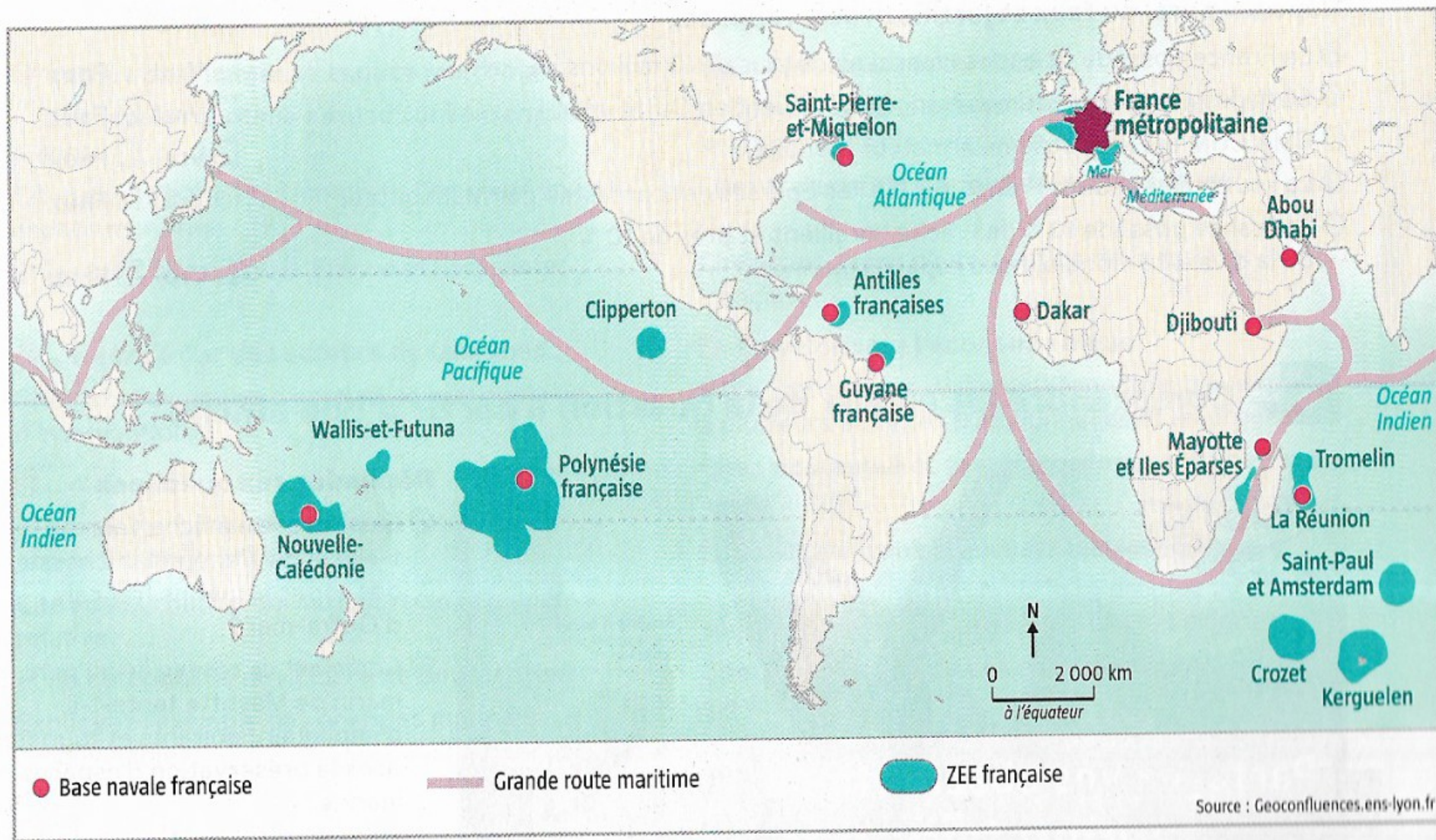


Territoire métropolitain

| Appellation | Territoires | Caractéristiques |
|---|---|---|
| DROM Départements et Régions d'Outre Mer | Guadeloupe, Martinique, Guyane, Mayotte, Réunion | Lois de la République – département et région / RUP (Région Ultra Périphérique) de l'UE |
| COM Communautés d'Outre Mer (anciens TOM) | Polynésie , Wallis et Futuna, St Pierre et Miquelon | Statuts variés, assemblée délibérante, pouvoir exécutif local / associé à l'UE mais n'en faisant pas partie |
| TAAF Terres Australes et Antarctiques Françaises | Île St Paul, île Amsterdam, îles Crozet, îles Kerguelen, Terre Adélie, îles Eparses (= Bassas de India, Europa, îles Glorieuses, Juan de Nova, Tromelin) | Communautés territoriales sans catégorie particulière / associé à l'UE mais n'en faisant pas partie |
| Domaines public de l'Etat | Clipperton | Ministère de l'Outre Mer/ sans rapport avec l'UE |
| POM Pays d'Outre Mer | Nouvelle-Calédonie | Autonomie avancée : Assemblées provinciales, Congrès territorial / associé à l'UE mais n'en faisant pas partie |

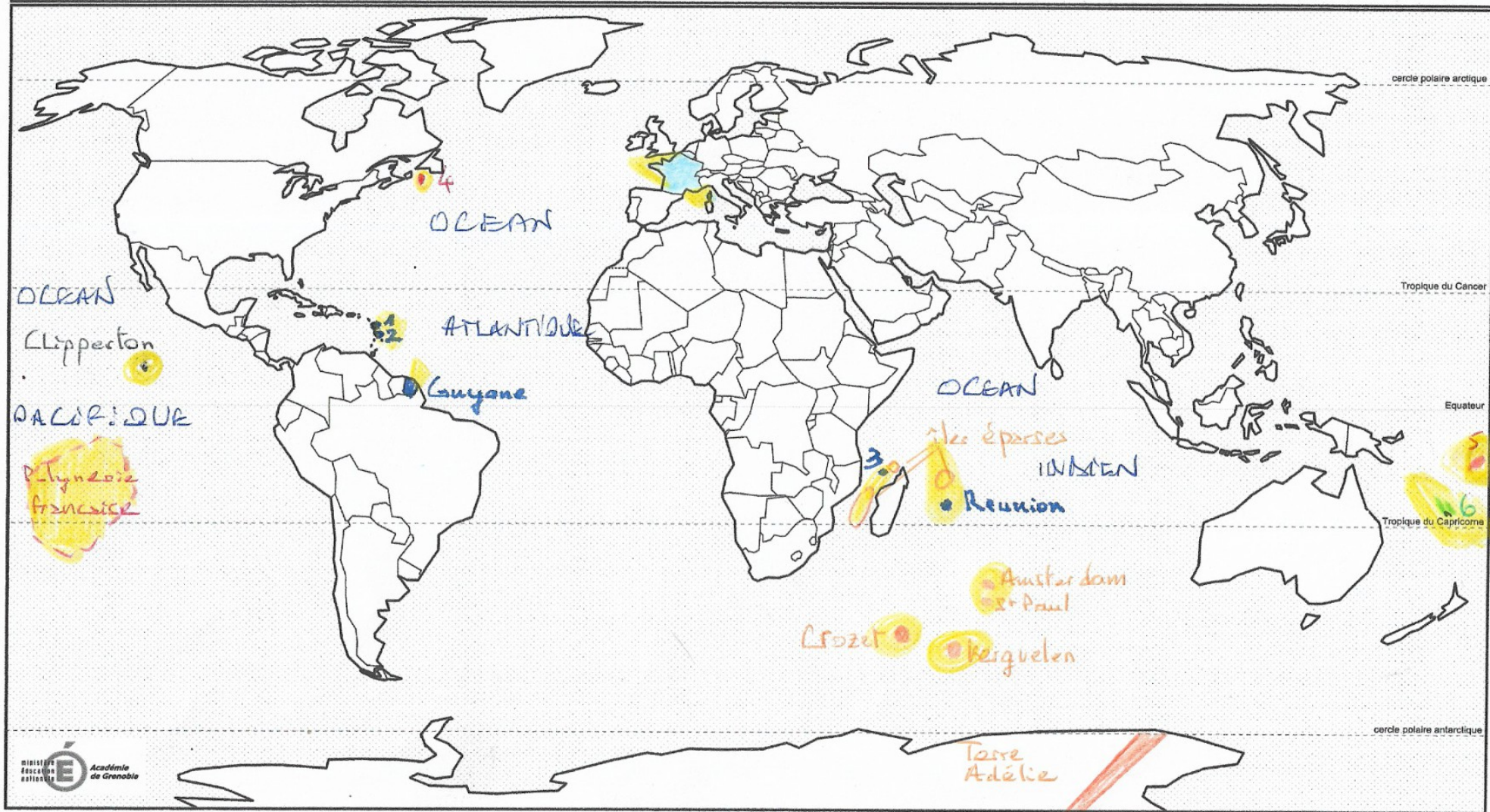
Superficie et population de l'outre-mer estimées (2012)

| | Superficie des territoires en km ² | Superficie de la ZEE en km ² | Population en milliers d'hab. |
|--|--|--|----------------------------------|
| Départements dont : | 91 721 | 614 800 | 2 139 |
| Guadeloupe (+ Saint-Martin et Saint-Barthélemy) | 1 705 | 170 000 | 460 |
| Martinique | 1 130 | 4 800 | 403 |
| Guyane | 86 000 | 130 000 | 236 |
| Réunion | 2 512 | 310 000 | 840 |
| Mayotte | 374 | 50 000 | 200 |
| Collectivités dont : | 23 252 | 6 770 000 | 529 |
| Nouvelle-Calédonie | 18 600 | 1 400 000 | 246 |
| Polynésie | 4 200 | 5 000 000 | 260 |
| Wallis-et-Futuna | 210 | 270 000 | 16 |
| Saint-Pierre-et-Miquelon | 242 | 50 000 | 7 |
| Îlots et terres inhabités dont : | 7 450 | 2 765 000 | - |
| TAAF (+ Terre Adélie en Antarctique) | 7 400 (432 000) | 1 700 000 | Quelques scientifiques |
| Îles éparses | 44 | 640 000 | - |
| Clipperton | 6 | 425 000 | - |
| France métropolitaine | 547 000 | 340 000 | 63 460 |



1 La France dans les mers et océans du monde

Titre : Les Territoires ultramarins de la France



1. Guadeloupe
2. Martinique
3. Mayotte

4. St Pierre et Miquelon
5. Wallis et Futuna

6. Nouvelle Calédonie
ZEE française

Actuellement, les véritables richesses que recèlent les eaux de Tromelin comme celles des autres îles dont la France revendique la souveraineté, ce sont les ressources halieutiques. Or il faut bien admettre qu'en la matière, la France ne profite que très peu de cet avantage et ce n'est pas propre aux eaux de cet îlot. La pêche est une activité mal organisée et qui souffre d'un manque chronique d'investissement.

L'absence d'organisation de la filière entraîne une surexploitation des eaux côtières plus accessibles aux pêcheurs artisanaux alors que le large est presque abandonné. (...) Le discours sur la valeur du domaine maritime français a donc tendance à se déplacer sur un terrain différent : celui des ressources du sol et du sous-sol marin. Au début des années 2000, les cours élevés des hydrocarbures ainsi que les premiers résultats prometteurs de forages exploratoires dans la ZEE de la Guyane ont suscité quelques espoirs. Hélas, des analyses récentes sont venues les détruire. (...). Reste la question des ressources minérales profondes. Il s'agit des fameux nodules polymétalliques, mais surtout des sulfures formés par l'activité géothermale et des encroûtements cobaltifères, plus prometteurs. Il est étonnant de voir la place que prend ce sujet dans les discours officiels.

On assure ensuite que l'exploitation des gisements est « inéluctable » en raison de l'épuisement des ressources terrestres et de l'explosion de la demande en métaux rares. C'est ce qui motive la France, à l'instar de nombreux autres États, à revendiquer en vertu des accords internationaux une extension de son plateau continental. (...) En matière d'exploitation des ressources minérales marines, le défi technologique est gigantesque. De plus, les investissements à consentir sont tels que les financeurs hésitent à s'engager (...)

La rhétorique fondée sur la taille exceptionnelle du domaine maritime repose donc sur des bases fragiles et ce brillant avenir pourrait n'être au pire qu'un mirage. Sans doute faut-il envisager la puissance maritime française autrement.

A propos de l'île de Tromelin (1km²)

